

Paris collectifs sportifs—Loi

Je ne dis pas que, pour des raisons morales, le jeu, sous la forme proposée dans ce projet de loi, n'est pas mauvais. Je suis tout à fait d'accord avec mes collègues qui ont pris la parole et j'apprécie le soutien qu'ont donné les Églises à notre parti pour tenter d'empêcher l'adoption du projet de loi. Toutefois, si des gens sont aujourd'hui obligés de dépenser \$5 ou \$10 chaque semaine ou chaque mois pour améliorer leur condition de vie, c'est de la faute du gouvernement qui n'a pas su leur fournir une autre façon de progresser, de réaliser le rêve canadien qu'il a refusé à tant de gens. Si tout ce que peut nous offrir le gouvernement actuel, monsieur le Président, c'est une loterie, une chance de gagner de un contre six ou dix millions, je ne puis m'empêcher de penser que les Canadiens finiront par le rejeter.

Sous la rubrique des Jeux olympiques d'hiver qui doivent avoir lieu à Calgary, voici ce qu'on peut lire:

c) grandes réalisations portant sur des installations d'intérêt national dans les domaines mentionnés aux sous-alinéas a)(i) et (ii), ...

Nous ne savons même pas, monsieur le Président, en quoi consisteront ces "grandes réalisations". Le problème, c'est que le gouvernement nous demande d'adopter un projet de loi qui ne prévoit aucune disposition définitive. Il nous propose cinq ou six idées en vue d'utiliser cet argent dans l'intérêt des Canadiens, mais rien de précis. La seule chose précise—et les sommes ne sont pas indiquées—ce sont les Jeux olympiques d'hiver qui doivent avoir lieu à Calgary et ils viennent en quatrième position sur la liste. Si c'est tout ce que le gouvernement peut nous offrir de précis, je voterai contre le projet de loi.

Le gouvernement prétend d'une part qu'il n'a pas assez d'argent, qu'il ne veut pas prélever ouvertement un nouvel impôt en en réservant le produit à la recherche médicale. Les Canadiens ne s'y opposeraient pas, ils le comprendraient. Cependant, il prétend, d'une part, ne pas avoir suffisamment d'argent et il craint de percevoir des impôts parce qu'il sait qu'il en a déjà perçu et qu'il a dépensé l'argent à tort et à travers. Cependant, l'article 34 du projet de loi stipule que si l'on parie, si l'on prend un risque, si l'on joue et que l'on gagne 1 million de dollars, le gouvernement ne nous imposera pas. Ce montant sera non imposable. Il paraît bien insensé, monsieur le Président, que d'une part, le gouvernement ait peur de percevoir un impôt et que, d'autre part, il ne pense pas à imposer celui qui gagne un tel montant à la loterie. J'attends avec impatience de pouvoir participer, dans les jours prochains, au débat sur les autres motions concernant le projet de loi C-95.

M. Len Gustafson (Assiniboia): Monsieur le Président, je prends la parole pour dire ce que je pense de l'amendement du député de St. Catharines (M. Reid) relativement au C-95, loi prévoyant l'exploitation publique de paris collectifs sur les combinaisons de certaines épreuves ou manifestations sportives et modifiant le Code criminel et la loi de l'impôt sur le revenu.

Il m'apparaît, monsieur le Président, que la Chambre est saisie d'une mesure qui veut légaliser quelque chose qui est présentement illégal. Par cette mesure, le gouvernement impose à tous les Canadiens, ceux qui ont une voix et ceux qui n'en ont pas, la légalisation du jeu, des loteries, des paris et des mises collectives. Je tiens à signaler à tous les députés et au

public en général, que personne de notre parti ne s'oppose à ce que les Jeux olympiques aient lieu à Calgary. Nous ne sommes pas contre ce genre de manifestation à la fois noble, digne et honnête. Nous sommes fiers de soutenir nos jeunes gens et tous les autres qui représenteront différents pays. Nous n'avons rien à leur reprocher. Et je suis persuadé, monsieur le Président, que tous les Canadiens approuvent une manifestation aussi noble que les Jeux olympiques.

Tantôt, le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight) a rappelé que tous les Canadiens ont donné leur appui sans réserve aux Jeux olympiques de Montréal. Le député de Provencher (M. Epp) a fait état de l'opposition de deux groupes religieux importants et de nombreuses autres Églises qui ont protesté auprès de différents députés contre cette façon d'encourager les paris et les jeux. Les Jeux olympiques s'inspirent d'un idéal élevé, mais le gouvernement a entrepris de les financer avec des moyens contraires à la morale de notre pays et de ses habitants. Moi-même je ne peux appuyer l'orientation prise dans le C-95.

Ce seront les pauvres qui vont en faire les frais. Ce sera celui ou celle qui sans réfléchir dépensera peut-être ses dix derniers dollars pour tenter de devenir une personne riche. En somme, c'est une façon de taxer le pauvre.

Et que penser de l'aspect moral de la question? On peut se demander si le gouvernement a raison d'infliger une pareille loi au public de cette façon. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il propose à la Chambre une mesure qui cherche à légaliser ce qui est illégal. Je voudrais dire à tous nos vis-à-vis, monsieur le Président, députés et ministres, que s'ils voulaient faire approuver une telle mesure en demandant au public s'il est en faveur des manifestations sportives, franches et honnêtes, bien sûr que le grand public canadien les approuverait. Cependant, si l'attitude du gouvernement est la même que celle qu'il a adoptée en ce qui a trait à cette mesure législative, je pense que les Canadiens répondraient par un «non» catégorique. En général, les gens ne sont pas en faveur de projets de lois comme celui-ci et de ce genre d'attitude morale dans le domaine des sports. Le gouvernement pourrait procéder différemment.

● (2040)

Si l'on considère la nouvelle société de la Couronne qui sera créée pour contrôler et gérer les jeux et les paris afin de financer en partie l'événement sportif de Calgary, on peut se demander ce que le gouvernement pourrait faire d'autre. N'oublions pas les dépenses excessives du gouvernement et de certaines sociétés de la Couronne, notamment Canadair dont les pertes s'élevaient à 1.4 milliard de dollars.

M. Epp: Même si le jeu semble innocent par comparaison.

M. Gustafson: Non il n'en serait que plus répréhensible. Cela permettrait par contre au gouvernement d'aider un des plus importants événements sportifs de l'histoire du Canada.

M. Epp: Du monde entier.